

ÊTRE COMMUNISTE EN MILIEU RURAL

Julian Mischi

Editions de l'E.H.E.S.S. | *Etudes rurales*

**2004/3 - n° 171-172
pages 61 à 71**

ISSN 0014-2182

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-etudes-rurales-2004-3-page-61.htm>

Pour citer cet article :

Mischi Julian, « Être communiste en milieu rural »,
Etudes rurales, 2004/3 n° 171-172, p. 61-71.

Distribution électronique Cairn.info pour Editions de l'E.H.E.S.S..

© Editions de l'E.H.E.S.S.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ÊTRE COMMUNISTE EN MILIEU RURAL

Julian Mischi

SUIVANT SA MATRICE MARXISTE, le communisme français s'est construit autour d'une valorisation identitaire du monde industriel et d'une promotion politique des militants ouvriers. Les cadres communistes sont formés dans un même attachement à la défense du monde ouvrier, propagé aux différents échelons du parti, fussent-ils ruraux. « Bien que divers dans leur origine sociale, les cadres communistes doivent posséder des qualités politiques et humaines indispensables », explique, en octobre 1981, le secrétaire général à l'organisation du PCF, Gaston Plissonnier, en rappelant que la première de ces qualités est le « dévouement à la classe ouvrière »¹.

Contre une vision homogénéisante du communisme héritée de ce discours ouvrieriste, il s'agit ici de mettre en évidence les modalités de l'ancrage social du parti dans les campagnes françaises en faisant valoir la spécificité des pratiques et des représentations des militants ruraux. Pour ce faire, nous nous appuyons sur l'analyse de l'implantation du parti au sein de trois sites : le bocage bourbonnais de l'Allier, le marais de Brière en Loire-Atlantique et le bassin minier de Piennes en Meurthe-et-Moselle

[Mischi 2002]. Après avoir évoqué la sociographie des réseaux ruraux du PCF, nous nous attacherons à souligner la singularité du travail communiste en milieu rural en termes d'actions menées mais aussi de discours produits.

Les militants ruraux d'un parti ouvrier

Le communisme rural n'est pas un phénomène importé des centres urbains. Si la présence de foyers industriels, notamment dans le Midi, peut expliquer l'implantation du PCF dans certaines campagnes, l'existence de ce parti résulte aussi d'un mouvement endogène propre à certains territoires ruraux reposant sur des logiques de constitution et de fonctionnement particuliers.

LES RÉSEAUX COMMUNISTES DANS LES CAMPAGNES

L'étude de l'implantation communiste dans les trois départements retenus révèle, en premier lieu, la solidité des ressorts ruraux de l'organisation communiste, dont on ne peut réduire l'influence aux seuls bastions de la grande industrie. Dans l'Allier, dès les années vingt, les campagnes du bocage constituent ainsi une forte zone de présence communiste tandis que la région industrielle de Montluçon-Commentry est sous hégémonie socialiste. En Loire-Atlantique, le courant communiste reste marginal à Saint-Nazaire tout en progressant dans l'arrière-pays rural du marais de Brière, à partir des années soixante. Dans le Pays-Haut lorrain, le PCF a d'abord investi la zone rurale et minière de Piennes, au cours des années cinquante, avant de conquérir les municipalités des grandes concentrations industrielles de la région de Longwy.

1. « Les cadres communistes et le XXIV^e congrès », intervention de Gaston Plissonnier au BP du PCF, le 27 octobre 1981.

Cette analyse localisée nous enseigne, en second lieu, qu'il faut faire une distinction entre communisme rural et communisme paysan. L'ancrage rural du PCF n'est en effet pas réductible au groupe paysan : il s'appuie souvent sur des noyaux de peuplement ouvrier. Au cœur des campagnes bourbonnaises, les mineurs du bassin de l'Aumance jouent un rôle important dans le rayonnement rural du parti. À l'estuaire de la Loire, ce sont les travailleurs manuels employés en usine et vivant dans les communes du marais de Brière qui portent le communisme avec le plus de conviction. Dans le bassin de Piennes, les familles ouvrières d'origine étrangère des cités minières rejoignent le PCF en même temps qu'elles s'opposent aux catégories sociales résidant dans les bourgs, à savoir, aux paysans lorrains.

Quels sont donc les acteurs des réseaux du PCF dans les campagnes ? Par rapport aux militants des zones urbaines, les communistes des zones rurales montrent des caractéristiques sociopolitiques distinctes : ils sont plus masculins, plus âgés, ont moins de diplômes et font preuve d'une plus grande fidélité politique². A contrario, leurs homologues urbains sont relativement plus jeunes, plus instruits et se recrutent davantage dans les milieux féminins et ouvriers. Les sections rurales du PCF se composent d'ouvriers (tels les métallurgistes du marais de Brière et les mineurs des bassins de Piennes et de l'Aumance) et de cultivateurs. Dans le Bourbonnais, elles sont essentiellement paysannes, avec une majorité de petits exploitants côtoyant une minorité d'ouvriers agricoles, y compris dans les chefs-lieux de cantons, où sont pourtant concentrés établissements industriels, administratifs et scolaires.

Si, en terre agricole, la base militante du PCF est constituée de paysans, les artisans et commerçants y occupent néanmoins une place politique de choix : issus pour la plupart de familles paysannes, ils forment l'élite militante locale. Ils sont souvent élus et responsables des structures locales du parti et entrent en concurrence avec les vétérinaires et les médecins, à la tête des partis de droite. C'est ainsi que les épiciers, garagistes et artisans-charrons convertissent leurs positions professionnelles en ressources militantes.

Ces grandes lignes de la présence communiste dans les campagnes perdurent jusqu'à la fin des années soixante, époque à partir de laquelle les sections rurales suivent l'évolution sociologique générale du PCF caractérisée par l'essor des couches moyennes salariées et, en particulier, du corps enseignant [Pudal 1989]. Cet essor est cependant plus lent et moins marqué en zone rurale qu'en milieu urbain.

DES IDENTITÉS FÉDÉRALES PEU RURALES

L'enquête menée dans les trois départements cités met en évidence une même marginalisation des militants ruraux, qui se retrouvent aux places des dominés dans les hiérarchies partisans fédérales. Le décalage entre l'implantation sociale et la structuration institutionnelle de l'organisation communiste est frappant : alors que les paysans du bocage bourbonnais, les habitants du marais de Brière et les mineurs du bassin de Piennes sont de forts pourvoyeurs en voix et en adhérents communistes, ils n'occupent pas

2. Ces résultats proviennent de l'exploitation d'un important matériel biographique constitué à partir de questionnaires, d'entretiens et de la presse partisane.

de postes de dirigeants fédéraux de premier plan. Il n'y a pas d'acculturation paysanne ou rurale de l'organisation communiste, qui reste, à l'échelon départemental, ouvrière et urbaine.

Cette faible promotion partisane des ruraux renvoie à la stratégie ouvriériste de l'appareil communiste, qui promeut les militants des grandes agglomérations industrielles. En dépit de la diversité des terres d'implantation communiste, les directions départementales sont ainsi relativement homogènes, avec des cadres issus d'usines et formés à Paris, voire à Moscou. L'hégémonie de groupes sociaux urbains au sein des systèmes communistes locaux se mesure à l'aide de plusieurs critères : présence dans les instances fédérales, accession au statut de permanent, ratification des candidatures pour les élections nationales, sélection aux écoles du parti et type d'école suivie. Si les animateurs des sections centrales, c'est-à-dire urbaines et ouvrières, accèdent au secrétariat fédéral et jouissent du statut de permanent, les cadres des sections rurales exercent souvent une activité professionnelle ou sont rétribués sur la base de leurs fonctions électives et syndicales. La carrière proprement partisane leur étant inaccessible, les militants ruraux s'engagent en priorité dans les réseaux syndicaux et locaux de la sphère communiste.

Sans être directement un enjeu de conflit, la légitimité fédérale est définie objectivement par le groupe dominant la fédération. Si l'objet de la concurrence entre groupes sociaux à l'intérieur des structures communistes locales porte sur la détention de positions partisans ou électives, en retour, les individus bénéficiant de la promotion interne colorent, à leur manière, le PC local. Ainsi les fédérations de l'Allier et de la

Loire-Atlantique sont-elles essentiellement urbaines et métallurgistes, et celle du nord de la Meurthe-et-Moselle, sidérurgiste. La définition de l'identité fédérale est le produit d'une confrontation locale, de conflits internes à la fédération mais aussi de l'idéologie communiste. Les groupes ruraux sont en effet défavorisés par la culture communiste : le discours du PCF met l'accent sur les ouvriers urbains qualifiés au détriment des petits exploitants du bocage bourbonnais ou des ouvriers, au mode de vie rural, du marais de Brière.

Spécificité de la sociabilité rouge dans les campagnes

De quelle manière les militants s'organisent-ils dans leurs villages ? Comment l'organisation communiste s'insère-t-elle dans les sociabilités professionnelles et territoriales d'ordre rural ?

FORMES RURALES DU MILITANTISME COMMUNISTE

La lecture des rapports internes à la fédération de l'Allier offre une vision fine des pratiques et des lieux du militantisme communiste dans ce département au cours de la période de forte audience du PCF, des années trente aux années soixante-dix.

Les militants se retrouvent lors de réunions à la mairie ou au local de la cellule mais aussi dans des lieux ouverts à la population et tenus par les artisans et commerçants, membres du parti : épiceries, bistrots, magasins, salons de coiffure. Les artisans ruraux comme les maréchaux-ferrants sont souvent propriétaires d'un petit commerce ou d'un débit de boissons qui deviennent le centre de discussions politiques. De nombreux maires communistes possèdent l'auberge-restaurant de leur commune, le garage ou l'épicerie. Et

lorsque la mairie est conquise, les sociabilités partisane et municipale tendent à se confondre : la fête de la section devient municipale, le vin d'honneur organisé à l'occasion de la reprise des cartes se déroule à la mairie, le secrétariat de la mairie est pris en charge par un responsable de la section du parti... Quelquefois, la mairie, la cellule et le syndicat agricole sont dans les mêmes mains.

Dans les villages, la vie du parti tourne principalement autour du maire et du secrétaire de la cellule, parfois issus de la même famille. À Pouzy-Mésangy, Louis Dumont fut longtemps maire, et son fils, également paysan, s'occupa de la cellule avant de prendre à son tour, en 1957, la tête de la municipalité (il fut alors remplacé par son gendre). Dans la commune voisine de Coulevre, l'activité communiste fut portée par une famille paysanne dont les six membres de la génération de l'entre-deux-guerres furent tous adhérents ou sympathisants. Le communisme villageois est familial : des familles militantes animent sur deux, voire trois générations, le parti.

Néanmoins, les femmes occupent une place marginale au sein de ce communisme rural : dans maintes cellules villageoises, seuls les hommes ont leur carte d'adhérent tandis que les femmes aident à la confection du journal et à la préparation des fêtes sans assister aux réunions, hormis quelques épouses de responsables, et ce, en dépit des rappels à l'ordre constants de la fédération. Les cellules s'ouvrent difficilement aux femmes : « Les préjugés tenaces [...] subsistent encore, y compris dans les rangs du parti »³, estime en 1967 la direction du PC bourbonnais, qui note, l'année suivante, qu'« il existe des sections rurales où [il n'y a] aucune femme au parti »⁴.

Tout aussi problématique est l'intégration des nouveaux venus dans le village : enseignants, retraités parisiens, employés des services publics... Pourtant communiste à sa sortie de l'École normale de Moulins, un jeune instituteur a des contacts avec les paysans communistes du village où il est nommé, mais ces derniers ne lui demandent pas d'adhérer et de participer aux réunions :

Ce sont des paysans et moi je suis enseignant. Il y a une certaine gêne.

Son épouse se sent également rejetée lorsqu'ils s'installent dans une autre commune :

Si j'ai été mal acceptée au départ, c'est moins comme enseignante que comme femme.

Le communisme des terres agricoles est souvent un communisme paysan, et l'ouverture aux autres catégories sociales, y compris aux ouvriers, n'est pas évidente. À Coulevre, par exemple, la cohabitation entre les travailleurs de la porcelainerie, essentiellement des femmes extérieures à la région, et les cultivateurs communistes, qui détiennent le pouvoir local, est délicate. Les seconds reprochent aux premières leur manque d'engagement politique et n'hésitent pas à rayer leurs noms sur les listes municipales. À l'exception des milieux miniers de Buxières-les-Mines et des milieux cheminots de

3. Rapport présenté à la journée d'études consacrée à la situation économique et sociale à la campagne et aux tâches du parti, le 17 décembre 1967 à Tronget (Allier).

4. Rapport du comité fédéral du PCF de l'Allier, 23 novembre 1968.

Saint-Germain-des-Fossés, tous deux situés au cœur de zones très paysannes, les foyers ouvriers du bocage bourbonnais ne s'avèrent pas spécialement favorables au communisme, et les communes ouvrières, à la périphérie rurale du centre industriel de Montluçon, restent sous influence socialiste. D'une façon générale, le PC est davantage implanté dans les hameaux que dans les bourgs, dans les villages que dans les communes urbaines.

Outre le cloisonnement paysan de leurs cellules, les militants ruraux se voient reprocher « l'opportunisme » de leur recrutement et de leur gestion municipale : les cellules rurales sont souvent critiquées pour leur caractère peu politique, et les équipes municipales sont perçues comme des listes de complaisance sans orientations partisanes claires. Cette indépendance relative des édiles locaux se manifeste par l'importance du nombre de communes sympathisantes où le maire n'est pas adhérent du PCF. Beaucoup de municipalités communistes dans les campagnes ne sont pas directement liées au parti : la direction fédérale regrette ainsi que les communistes « élus sur les listes d'union [soient] difficilement contrôlables ».

APPROPRIATIONS RURALES DU COMMUNISME

Alors que le PCF mène une stratégie qui néglige les ruraux en donnant priorité à la lutte en terre ouvrière et à la concurrence avec les socialistes, dont l'audience est surtout urbaine, son implantation est forte dans de nombreuses campagnes. Ce peu d'attention induit une adhésion rurale au communisme, qui bénéficie d'une certaine autonomie dans ses formes d'actualisation.

Dans l'Allier de l'entre-deux-guerres par exemple, la bolchevisation prônant un militan-

tisme sur une base professionnelle est difficilement appliquée : le centre régional demande constamment, et sans succès, aux paysans de se séparer des ouvriers afin que ces derniers organisent de véritables cellules d'entreprises [Mischi 2001]. Sous certaines conditions politiques, un relatif « déviationnisme rural » tend à être toléré. Après la Seconde Guerre mondiale, la direction fédérale du parti vérifie l'identité partisane des responsables agricoles pour ne pas perdre son monopole sur le syndicalisme bourbonnais, mais les militants ruraux jouissent d'une certaine marge de manœuvre symbolisée par la conduite d'une ligne de compromis au sein de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles).

La mobilisation communiste est donc marquée par les sociabilités rurales des territoires qu'elle investit. Dans le marais de Brière, le communisme revêt des traits spécifiques en héritant du ruralisme des pratiques locales. À partir des années soixante-dix, il y trouve un terrain propice en s'appuyant sur la fragilisation du mode de vie communautaire du groupe ouvrier par le développement des activités touristiques, l'ouverture d'un parc naturel régional, la réglementation européenne sur la chasse et l'installation des classes moyennes [Mischi 1997]. Le PCF émerge dans un contexte d'accroissement de l'opposition entre, d'une part, des pratiques ouvrières et rurales menacées et, d'autre part, des loisirs de citadins et de nouveaux usagers du marais en essor. Pour rendre efficace son message politique, l'organisation communiste fait corps avec la culture communautaire du marais caractérisée par de forts accents localistes et s'imprègne des référents identitaires briérons : mise en scène de la violence, exaltation de la

famille et valorisation des métiers manuels, cohésion face à l'extérieur... Régulièrement déploré par les dirigeants urbains de la fédération de la Loire-Atlantique, le discours des communistes locaux est teinté d'anarchisme, voire de gauchisme.

Les conditions résidentielles des mineurs du bassin de Piennes entraînent également une appropriation populaire singulière du communisme caractérisée par un surinvestissement de la sphère syndicale et un éclatement des pouvoirs locaux. La forte cohésion sociale autour d'une seule activité productive est renforcée par le fait que l'environnement spatial est constitué de cités ouvrières insérées dans une vaste campagne, ce qui favorise la relative indépendance des mineurs vis-à-vis du parti. L'organisation syndicale en petites unités minières rend impossible le centralisme : les sections de la CGT sont assez autonomes et luttent davantage pour résoudre des problèmes précis concernant le puits qu'en faveur de mots d'ordre nationaux. Outre ce modèle syndical, le militantisme politique révèle un ordonnancement très décentralisé autour des cités minières à forte identité locale. Malgré les efforts des responsables fédéraux, il n'existe pas de véritable section communiste dans ce bassin, c'est-à-dire de structure commune à laquelle seraient rattachés l'ensemble des adhérents des cellules du canton.

Dans les campagnes, l'organisation communiste compose donc avec les sociabilités rurales locales, qui marquent de leur empreinte les formes de mobilisation militante à travers, notamment, relations familiales et investissements syndicaux, qui peuvent primer sur l'affiliation partisane.

La propagande communiste à la campagne

Il convient désormais d'étudier la spécificité du discours communiste destiné aux ruraux. Grâce à l'analyse du matériel de propagande produit par le PCF à l'échelon national, mais aussi fédéral et local, pourront être mis en avant les référents ruraux de l'idéologie communiste ainsi que l'existence d'une symbolique communiste propre aux campagnes.

DE LA LUTTE POUR OBTENIR UN STATUT DU MÉTAYAGE À LA DÉFENSE DE LA RURALITÉ

D'une façon générale, le mouvement paysan intéresse la direction du PCF pour deux raisons essentielles : son rapport aux luttes ouvrières (« l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse ») et son engagement dans les organismes agricoles (« aller où sont les masses »). Au-delà de ces thèmes récurrents, on peut remarquer une évolution historique dans l'appréhension des questions rurales par le PCF.

Dans l'entre-deux-guerres, la propagande communiste est surtout centrée sur la question du métayage : la figure du métayer menacé d'expulsion par son propriétaire est au cœur de l'argumentaire des cadres ruraux du parti. Après la promulgation du statut du fermage et du métayage en avril 1946, les communistes se posent en défenseurs des nouveaux droits des métayers, présentés comme le résultat de l'action gouvernementale du PCF et de son chef, Maurice Thorez. Par l'entremise des syndicats des preneurs de baux ruraux, ils œuvrent pour l'application du partage des bénéfices aux deux tiers et du droit de reprise.

À partir du milieu des années cinquante, lorsque le nombre des exploitations commence

à diminuer sérieusement, la « défense des petits contre les gros » succède aux luttes pour la reconnaissance du métayage. Le PCF dénonce la liquidation des exploitations agricoles familiales au profit des grandes sociétés capitalistes et des gros propriétaires, s'oppose à la concentration agraire qui « permet à quelques privilégiés seulement d'accaparer de plus en plus de terre ». La cible n'est plus uniquement le propriétaire mais également la politique gouvernementale, dont l'aménagement des structures agraires est une « entreprise d'expropriation des petits au profit des gros », justifiée par le progrès technique.

Face au déclin des petites unités, les « mesures réalistes » du programme communiste de défense agricole réactualisé en 1964 par Waldeck Rochet insistent sur le volet coopératif, le développement des CUMA (coopératives d'utilisation de matériel agricole) et des GAEC (groupements agricoles d'exploitation en commun), outils « efficaces pour agrandir les petites exploitations et empêcher l'accaparement des terres par les gros »⁵. Mais, en attendant, il faut défendre l'existence des petites exploitations. Le PCF adopte alors une attitude anti-européenne (le Marché commun est responsable du faible niveau des prix des produits agricoles à la production) tout en réclamant régulièrement les mêmes aides pour le marché de la viande et pour celui des céréales.

Cependant, ce ne sont pas tant ces postures idéologiques générales, qui assurent l'audience communiste dans les campagnes, que le déploiement d'actions partisans de proximité. La direction du PC bourbonnais recommande aux militants ruraux de dépasser, lors des réunions de cellule, les « questions d'ordre général [...]

comme cela existe encore trop souvent »⁶ au profit des « petites revendications à la campagne, de l'entretien des chemins à l'obtention des bourses scolaires, afin d'engager les petites luttes qui sont nécessaires et qui appellent à un développement de l'action »⁷. Il s'agit de « mettre toujours en avant les revendications comme moyens d'aplanir les difficultés », c'est-à-dire les divergences d'ordre idéologique, dans le but de rassembler les paysans sur une base essentiellement sociale. La défense des services publics locaux indispensables aux hameaux isolés (électrification rurale, adduction d'eau et construction des voies de communication) est ainsi au cœur des actions locales des élus et des militants communistes.

Ces thématiques plus rurales que proprement paysannes tendent progressivement à occuper une place centrale dans la propagande communiste, à l'échelon local. Elles sont l'expression de la crise des campagnes françaises et du mouvement de marginalisation des activités agricoles. Prenant en compte ces transformations socioéconomiques, le PCF se présente, à partir des années soixante-dix, comme le protecteur d'une ruralité en déclin et des retraités agricoles. Cette image, qui succède à celle de défenseur de la petite propriété, s'appuie sur

5. Cf. Fernand Clavau et Waldeck Rochet, « Les communistes et les paysans ». Rapport et discours présentés aux journées d'études sur le travail du parti à la campagne. Aubervilliers, 13-14-15 novembre 1964.

6. Rapport présenté à la journée d'études consacrée à la situation économique et sociale à la campagne et aux tâches du parti, le 17 décembre 1967 à Tronget (Allier).

7. Rapport du comité fédéral du PCF de l'Allier, 23 novembre 1968.

les luttes que mènent militants et élus pour le maintien des services publics ruraux : postes, gares, écoles... Cette évolution est accentuée par la mutation sociologique du personnel politique, qui, dès les années soixante-dix, se recrute davantage parmi les salariés de la fonction publique. Ces derniers forment une nouvelle élite communiste locale, remplaçant les artisans et commerçants de moins en moins nombreux dans les territoires ruraux et dans les instances du PCF.

LA SYMBOLIQUE COMMUNISTE DES CAMPAGNES

Les travaux consacrés au communisme nous apprennent beaucoup sur l'ouvriérisme du PCF, qui se traduit, entre autres, par la fabrication de héros ouvriers et la glorification de qualités dites prolétariennes [Lazar 1985]. Or le discours rural du parti hérite de cet ouvriérisme tout en le modifiant selon des référents propres au monde des campagnes.

En terre urbaine, les figures héroïques auxquelles recourent les militants communistes sont souvent des ouvriers licenciés. Dans le monde rural, l'image du héros communiste recèle également une attitude sacrificielle : il s'agit du métayer expulsé de ses terres, qui, avant la Libération et la promulgation du statut du métayage, devient domestique ou ouvrier agricole. En Bourbonnais, les journaux communistes mais surtout la tradition orale rappellent constamment l'épisode d'un paysan chassé de sa métairie à la fin du XIX^e siècle parce qu'il avait refusé de montrer son bulletin de vote :

Le propriétaire a les trois quarts de la commune [et] ses métayers voteront pour lui sinon ce sera la porte⁸.

Il prendra sa revanche en 1925 lorsque son fils sera élu maire communiste de la commune.

Alors que, pour les ouvriers, les aptitudes collectives au combat sont mises en avant, la valeur du militant paysan se mesure plutôt au labeur enduré. Le dirigeant bourbonnais, Ernest Montusès, écrit en 1922 :

Si nos secrétaires de sections, noyaux de l'action paysanne, n'étaient pas des travailleurs intègres et enthousiastes, seraient-ils suivis par les cultivateurs, esprits pratiques et caractères méfiants ?⁹

Le dévouement d'une candidate communiste aux élections cantonales de juin 1964 est à la fois partisan et professionnel :

Dès son jeune âge, Rolande connaît la vie dure et pénible des jeunes filles de la campagne. Ses parents exploitent une petite ferme de Meillard. Mais les 15 hectares ne suffisent pas à nourrir une famille de trois enfants et, dès sa sortie de l'école publique, à 14 ans, Rolande fait le dur apprentissage de journalière agricole. Pour 200 francs par jour, elle participe aux travaux des champs, ramassage des foin et des moissons, récolte des pommes de terre, des vendanges, etc.¹⁰

L'ouvriérisme du PCF s'est notamment construit autour de la personnalité de Maurice Thorez, « fils du peuple » [Pudal 1999]. Dans

8. *L'Émancipateur*, 4 août 1929.

9. *Le Travail*, 17 septembre 1922.

10. *L'Élan républicain* (journal de la section du PCF de Souvigny), juin 1964.

les campagnes, le dirigeant paysan Waldeck Rochet est présenté comme le « fils de la terre » [Vigreux 2000], version rurale du « fils du peuple ». De même le processus de promotion partisane en milieu agricole s'appuie-t-il sur la valorisation de catégories sociales, sur le modèle ouvrier. L'encadrement partisan en milieu paysan répond en effet à des règles de « pureté sociale », mesurée par la quantité de main-d'œuvre employée et repérable par l'ordre d'apparition dans les brochures de propagande. Ainsi on privilégie les ouvriers agricoles, puis les fermiers et métayers (qui peuvent employer des domestiques ou des ouvriers agricoles) et enfin les exploitants (et, parmi eux, ceux qui possèdent le moins de salariés). Lors du comité central des 19 et 20 octobre 1955, Waldeck Rochet rappelle cette exigence :

Lorsqu'il y a des paysans à la cellule, ce ne sont pas toujours les petits paysans ou les ouvriers agricoles qui donnent le ton et qui se trouvent à la direction, mais ce sont parfois des paysans aisés occupant un ouvrier agricole. Or, le paysan qui occupe de la main-d'œuvre salariée, ne serait-ce qu'un ouvrier, peut difficilement donner une orientation juste et appliquer de façon conséquente la politique de classe de notre parti en direction des ouvriers agricoles et des petits paysans¹¹.

L'ouvriérisme communiste prend donc des inflexions rurales. D'une façon plus générale, la doctrine marxiste trouve une expression singulière dans les campagnes françaises : afin de s'assurer une large audience, le discours communiste s'adapte à ses terrains. Ce « bricolage » idéologique apparaît clairement dans la manière dont le PCF appréhende la thématique fonda-

mentale du socialisme agraire qu'est la collectivisation des terres : la propagande locale passe très tôt sous silence cette revendication au profit de la défense de la petite propriété paysanne [Boswell 1998]. La fiche de propagande du 17 mars 1951 sur les « problèmes paysans », destinée à aider les militants ruraux du parti, indique, par exemple :

Les communistes n'imposeront pas la collectivisation des terres. Maîtres du pouvoir politique, ils garantiront aux paysans le droit de choisir librement entre l'exploitation individuelle et l'exploitation coopérative. Les communistes faciliteront simplement le passage du paysan à l'association afin de lui permettre d'utiliser les machines et la technique moderne, mais ce sont les paysans qui seront appelés à choisir librement quand ils le voudront.

Lutter contre l'image du communiste partageux, véhiculée par les adversaires, prime sur le dogme marxiste. Le reproche est renversé ; les expropriateurs ne sont pas les communistes mais les gros propriétaires :

De 1939 à 1946, 879 000 petites exploitations agricoles ont disparu. Ce ne sont pas les communistes qui ont exproprié ces petits paysans, mais ce sont les gros qui ont accaparé les terres aux petits¹².

Lorsque la figure de l'URSS est sollicitée en milieu rural, ce n'est ainsi jamais en raison de

11. Rapport reproduit dans la brochure « Pour l'alliance des ouvriers et des travailleurs de la terre » éditée par le PCF en 1955, p. 60.

12. *Ibid.*

la collectivisation des terres mais surtout en raison de la modernisation de son agriculture (productivité, machines, moindre pénibilité) et du fait de son combat contre le nazisme et de son rôle de défenseur de la paix dans les relations internationales.

Les trois domaines investis (acteurs, sociabilité, discours) au sein de trois sites ruraux hétérogènes soulignent la spécificité de l'implantation du PCF dans les campagnes françaises. Le rapport au territoire étant un facteur essentiel de structuration des attitudes politiques des classes populaires, les pratiques et les discours communistes revêtent des formes originales en milieu rural. Cette originalité se lit également dans la crise contemporaine que traverse le PCF : la désertion militante des ter-

res industrielles est brutale le retrait rural est silencieux et plus lent.

Les cultivateurs retraités continuent à cotiser plus longtemps au parti, car ils restent insérés dans des réseaux villageois, alors que l'ouvrier d'usine, qui avait pour consigne de militer dans l'entreprise, est souvent isolé lorsqu'il perd son emploi ou lorsqu'il quitte la cité pour accéder à la propriété. Le maintien d'une sociabilité populaire liée à des conditions rurales d'existence se trouve être un facteur de préservation du militantisme communiste : ses zones actuelles de résistance, à l'image du bocage bourbonnais mais aussi des communes ouvrières du marais de Brière et des anciens villages miniers du secteur de Piennes, ont la particularité d'avoir conservé de forts liens collectifs.

Bibliographie

Boswell, L. — 1998, *Rural Communism in France, 1920-1939*. Ithaca et Londres, Cornell University Press.

Lazar, M. — 1985, « Le mineur de fond : un exemple de l'identité du PCF », *Revue française de Science politique* 2 : 190-205.

Mischi, J. — 1997, « La Brière rouge. L'utilisation identitaire d'une marque politique », *Communisme* 51-52 : 51-72. — 2001, « Les campagnes rouges du Bourbonnais dans l'entre-deux-guerres », *Cahiers*

d'Histoire 46 (1) : 143-165. — 2002, « Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire ». Thèse. Paris, EHESS.

Pudal, B. — 1989, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris, Presses de la FNSP. — 1999, « Le "peuple" dans *Fils du peuple* de Maurice Thorez », *Société et Représentation* 8 : 265-279.

Vigreux, J. — 2000, *Waldeck Rochet. Une biographie politique*. Paris, La Dispute.

Résumé

Julian Mischi, *Être communiste en milieu rural*

L'étude de l'implantation du PCF dans trois départements (Allier, Loire-Atlantique, Meurthe-et-Moselle) permet de mettre en évidence la spécificité des pratiques et des représentations des militants ruraux. L'analyse sociographique des réseaux ruraux du PCF souligne la forte mobilisation communiste de zones de peuplement ouvrier ainsi que le rôle clé joué par les artisans et commerçants dans l'encadrement de la paysannerie rouge. Une approche plus ethnographique montre de quelle manière l'organisation communiste compose avec des sociabilités locales qui marquent de leur empreinte les formes de l'engagement militant. Le matériel de propagande produit par le PCF fait valoir les référents ruraux de l'idéologie communiste et l'existence d'une symbolique communiste propre aux campagnes.

Abstract

Julian Mischi, *Being Communist in a Rural Environment*

This study of the French Communist Party in three departments (Allier, Loire-Atlantique, Meurthe-et-Moselle) sheds light on rural activists, practices and ideas. This "sociographic" analysis of the Party's rural networks emphasizes both the strong mobilization of Communists in working-class areas and the leading role played by craftsmen and merchants in organizing a Red peasantry. An ethnographic approach shows how this organization tapped local sociabilities, which left their marks on the forms of activist involvement. The Party's propaganda highlighted rural elements in the Communist ideology and invoked symbols germane to rural areas.